



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **06 FEV. 2025**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIÈRES de SOUPPES

Hameau le Coqueluchon
77458006
77460 Souppes-sur-Loing

Références : E25-0297
Code AIOT : 0006506603

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 décembre 2024 de la carrière de Souppes implantée au Hameau « le Coqueluchon » sur la commune de Souppes-sur-Loing (77460). L'inspection a été annoncée le 29 novembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRES de SOUPPES
- Hameau le Coqueluchon – Souppes-sur-Loing (77460)
- Code AIOT : 0006506603
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploitée à Souppes-sur-Loing par la société Carrières de Souppes est une carrière de pierres calcaires ornementales qui existe depuis les années 1970. L'arrêté préfectoral n°04 DAI 2 m 019 du 10 mai 2004 autorise l'exploitation pour 30 ans. L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020/DRIEE/UD77/068 du 2 novembre 2020 permet à la société Carrières de Souppes d'utiliser des apports extérieurs inertes pour la remise en état de la première partie de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de situation	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-18	Demande d'action corrective	3 mois
3	Création d'un piézomètre de surveillance	Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Bornage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Plan de remise en état	Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Bruits	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article IV-7-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-16	Sans objet
5	Epaisseur d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-9	Sans objet
6	Front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-10	Sans objet
8	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article III-15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose au Préfet de Seine-et-Marne de demander à la carrière de Souppes de :

- transmettre dans un délai de 3 mois, un plan de situation avec les éléments manquants,
- justifier dans un délai de 3 mois, la concentration élevée en MES (Matières En Suspension) et s'assurer que le piézomètre ne nécessite pas de nettoyage,
- transmettre dans un délai de 3 mois, un plan de bornage pour la carrière aux 4 Arpents,
- faire dans un délai de 6 mois, une mise à jour du plan de remise en état,
- effectuer dans un délai de 3 mois, une surveillance des niveaux sonores dans la partie de la carrière nommée "Carrière des 4 Arpents".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-16
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de la clôture
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation... Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé. Lorsque la carrière « des quatre arpents » sera en exploitation, des barrières seront implantées de part et d'autre du franchissement du chemin rural dit de Morintaux par la piste de carrière. Elles devront être refermées à chaque passage.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir procédé à la réparation de la clôture en limite Nord-Ouest de la carrière. Des barrières sont implantées de part et d'autre du franchissement du chemin rural dit de Morintaux par la piste de carrière des 4 Arpents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de situation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-18
Thème(s) : Autre, Plan
Prescription contrôlée : Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.
Constats : Le plan de situation ne comporte pas les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la surface autorisée restant à exploiter ;- les réserves autorisées restant à exploiter ;- la surface totale déjà remise en état ;- la surface remise en état dans l'année précédente. L'exploitant devra dans un délai de 3 mois, transmettre un plan de situation avec les éléments manquants.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Création d'un piézomètre de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance piézométrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À partir de ce piézomètre, l'exploitant fait procéder à une analyse initiale des eaux de la nappe sur les paramètres suivants (pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, conductivité, sulfates, chlorures, métaux lourds, chlore, bore, nitrates). Puis, jusqu'au récolement de l'ensemble des deux carrières l'exploitant fait procéder à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un relevé annuel du niveau de la nappe ; - une analyse annuelle sur les paramètres suivants pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux, sulfates, chlorures, métaux lourds, chlore, bore, nitrates. <p>Les résultats de cette surveillance sont communiqués à l'inspection des installations classées immédiatement en cas d'anomalie, et au plus tard le 1^{er} février de chaque année.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le piézomètre présent sur le site est indiqué sur le plan des garanties financières du 8 janvier 2024.</p> <p>Le 24 avril 2024, des analyses ont été effectuées par la société SYPAC.</p> <p>L'exploitant devra dans un délai de 3 mois, justifier la concentration élevée en MES (Matières En Suspension) et s'assurer que le piézomètre ne nécessite pas de nettoyage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-2
Thème(s) : Autre, Mise en place d'un bornage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, - 2^o le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones remises en état. <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre du périmètre d'autorisation de la carrière des Fours, des bornes ont été mises en</p>

place sauf côté bois car ce n'est pas nécessaire.

Dans le cadre du périmètre d'autorisation de la carrière des 4 Arpents, des bornes ont été mises en place. L'exploitant s'est engagé à transmettre le plan de bornage.

L'exploitant devra dans un délai de 3 mois, transmettre un plan de bornage pour la carrière des 4 Arpents.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Épaisseur d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-9

Thème(s) : Risques accidentels, Epaisseur maximum + cote NGF

Prescription contrôlée :

L'épaisseur maximum d'extraction est de 13 mètres à 13,50 mètres.

Les cotes minimales NGF d'extraction sont de 95 m "aux Fours" et 94,80 m "aux 4 Arpents".

Constats :

La carrière des Fours n'est plus exploitée et est en cours de remise en état.

Aux 4 Arpents, l'épaisseur d'extraction est de 10 m environ.

À la carrière des Fours, la cote NGF du fond de la fosse est de 109 m en moyenne.

À la carrière aux 4 Arpents, le niveau le plus bas est de 103,49 m NGF.

L'exploitant s'adapte au lit naturel du sol.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Front d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article III-10

Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur maximum

Prescription contrôlée :

Les fronts d'exploitation auront une hauteur maximum de 5 mètres.

Constats :

Les fronts d'exploitation ont une hauteur de 2 à 3 m.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2022, article 2
Thème(s) : Autre, Plan de phasage
Prescription contrôlée : Le plan de phasage de remblayage de la partie de la carrière nommée "carrière des Fours", mentionné à l'article 2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral n° 2020 et joint en annexe de cet arrêté, est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté.
Constats : Le remblayage de la partie de la carrière nommée "Carrière des Fours" qui devait démarrer en 2021 a débuté en 2022. L'exploitant a indiqué que ce retard était dû à des difficultés à trouver des matériaux pour le remblayage. L'exploitant devra dans un délai de 3 mois, faire une mise à jour du plan de remise en état.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2020, article III-15
Thème(s) : Autre, Apports extérieurs
Prescription contrôlée : [...] 2) Carrière des Fours : Apports extérieurs permis sous conditions Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol ni à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé avec les matériaux extraits du site (terres de découverte, matériaux non valorisables du site) chutes de pierres de l'usine et des matériaux inertes d'apport extérieurs admis dans les conditions suivantes : Quantité totale estimée nécessaire par l'exploitant : au plus 75 000 m ³ soit 127 000 t par an, dans la limite de 157 000 m ³ soit 266 900 t de matériaux inertes extérieurs en 3 ans. Les matériaux d'origine extérieure utilisés dans le remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont constitués de déblais de chantier à base strictement de terres et pierres naturelles issues de chantiers de terrassements préalablement identifiés afin d'exclure tout type de matériaux tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc. et garantir cette qualité. Ces matériaux relèvent des codes déchets suivants (article R. 541-7 du code de l'environnement) : Code déchet : - 17 05 04 Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse

- 20 02 02 Terres et pierres

[...]

L'exploitant tient à jour un registre un registre d'admission sur lequel sont répertoriés, pour chaque chargement de déchets présenté :

- la provenance ;
- les quantités ;
- les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transports utilisés ;
- l'accusé de réception des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Un apport de terres et pierres naturelles est effectué par l'entreprise JAMET/PREJAM pour le remblayage de la partie de la carrière nommée "Carrière des Fours". En 2022, ont été apportées 53 000 t et 44 000 t en 2023.

Un contrôle visuel est effectué à l'entrée du site puis par bulldozer au moment du déversement. Un contrôle aléatoire avec mesure des paramètres ISDI a lieu une fois par an.

L'exploitant a montré le registre d'admission des déchets où sont répertoriés les éléments demandés dans la prescription ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2004, article IV-7-1

Thème(s) : Risques chroniques, Niveau sonore

Prescription contrôlée :

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées	Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf Dimanches et jours fériés	Émergence admissible de 7 h à 22 h Dimanches et jours fériés
---	---	--

(incluant le bruit de l'établissement)		
Supérieur à 35 dB(A) mais inférieur à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence de bruits générés par l'établissement). Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminer de manière à assurer Le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété

	De 7 h à 22 h	De 22 h à 7 h
Limite Sud-Est des Quatre Arpents	54 dB (A)	Pas d'activité
Limite Nord/Nord-Est des Quatre Arpents	63 dB (A)	Pas d'activité
Autres secteurs	70 dB (A)	Pas d'activité

[...]

Constats :

L'exploitant n'assure pas de surveillance des niveaux sonores.

L'exploitant devra dans un délai de 3 mois, effectuer une surveillance des niveaux sonores dans la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

